

[Text]

We had officials before this committee a couple of days ago, and again in the House yesterday the government was more than happy to talk about consequences of Dunkel on, say, the grains industry. But when it comes to supply management, not a word, not a discouraging word. All it says is, we want strengthening and clarification of Article XI. There is obviously a difference in strategy.

• 1710

The government doesn't even want to whip up public opinion in support of its cause to strengthen and clarify Article XI. Would you appreciate the Prime Minister enlisting Canadian support for this particular cause?

Mr. Wilkinson: As Prime Minister I'm not sure he needs to ask for support for this cause. I just assume that as a Prime Minister if he wants to have a meeting with Mr. Bush and the head of the EEC he just makes a telephone call. I presume I know where you're going with your questioning, but I think the government has the authority to intervene at whatever level it wants to support the agriculture community, and only you in the House, and we as we travel around, can ask why that hasn't happened to date to the degree we think is required because of the seriousness of the issue.

Mr. Harvard: The government says it hasn't done an impact study. The government is not stupid. These negotiations have been going on literally for years. Tarification is not new. Supply management is not new. We are not talking about some new science here. Do you think, Mr. Wilkinson, the government has no idea of the impact of Dunkel on supply management in this country? Is the government in the dark?

Mr. Wilkinson: These questions are very tempting for somebody like myself to get involved in discussing, but I have to show restraint today. I'm leading the delegation. I assume that some analysis has been done at some level.

Mr. Harvard: Ah!

Mr. Wilkinson: Well, I assume. I don't know within which department and to what extent, but I can't imagine that there would be no analysis done on any sectors as to outcomes. In fairness, and I just want to be fair for a second, it is hard to have direct equations. I get disappointed at times, quite frankly, where agriculture policy in the last few years—it appears it will continue into the future—seems to be getting made more and more outside the country with trade negotiations than inside the country. I think that is what people are very, very concerned about in the agriculture community.

[Translation]

Nous avons entendu des fonctionnaires nous dire ici-même il y a quelques jours et à la Chambre hier encore, que le gouvernement a été plus que ravi de parler des conséquences de la proposition Dunkel sur l'industrie des céréales, par exemple. Mais en ce qui concerne notre système de gestion des approvisionnements, on n'en parle même pas; on ne dit rien qui pourrait décourager les autres. On se contente de dire qu'on souhaite le renforcement et l'éclaircissement de l'article XI. Il y a manifestement une différence de stratégie.

Le gouvernement ne veut même pas trop animer l'opinion publique en faveur du renforcement et de l'éclaircissement de l'article XI. Aimeriez-vous que le premier ministre cherche à s'assurer le concours de la population canadienne dans cette cause?

M. Wilkinson: Eh bien, je ne suis pas sûr que le premier ministre ait à demander la concours de la population canadienne dans cette cause. À titre de premier ministre, s'il souhaite rencontrer M. Bush ou le président de la CEE, il n'a qu'à passer un coup de fil. Je comprends bien le sens de votre question, mais j'estime que le gouvernement a le pouvoir d'intervenir à tous les niveaux pour soutenir la communauté agricole. Alors, c'est à vous à la Chambre des communes et à nous, à mesure que nous parcourons ce pays, à nous demander pourquoi il n'y a pas eu jusqu'ici une intervention suffisante, d'après nous, vue la gravité de la situation.

M. Harvard: Le gouvernement maintient qu'il n'a pas fait d'étude de l'incidence des changements proposés. Mais le gouvernement n'est pas bête. Ces négociations se poursuivent depuis quelques années déjà. La tarification n'est pas quelque chose de nouveau, ni la gestion des approvisionnements. Il ne s'agit donc pas d'une nouvelle science. Croyez-vous vraiment, monsieur Wilkinson, que le gouvernement ignore l'éventuelle incidence des propositions Dunkel sur le régime canadien de gestion des approvisionnements? Est-ce vraiment possible?

Mr. Wilkinson: Écoutez, je suis vraiment tenté d'approfondir la question avec vous, mais je dois faire preuve de modération aujourd'hui, étant donné que je suis le chef de notre délégation. Mais pour vous répondre, je présume qu'on a tout de même fait certaines analyses.

Mr. Harvard: Ah!

Mr. Wilkinson: En tout cas, je le suppose. Je ne sais pas dans quel ministère ni dans quelle profondeur, mais je ne peux pas croire qu'on a pas cherché à analyser l'incidence de ces changements sur un certain nombre de secteurs. Mais pour être juste—and je tiens à l'être pendant une seconde ou deux—one peut difficilement connaître d'avance la véritable incidence de ces changements. Par contre, j'avoue que de temps en temps, je suis très déçu de constater à quel point la politique agricole au cours des dernières années—and cette tendance va certainement se poursuivre à l'avenir—semble être élaborée à l'extérieur du pays dans le contexte de négociations commerciales. Je pense que c'est justement cela qui préoccupe profondément la communauté agricole.